

Agriculteurs & coopératives agricoles de l'UE



Focus

Accent sur la future PAC, le budget communautaire, le commerce et l'objectif d'une chaîne alimentaire équitable

copa*cogeca

europaean farmers

europaean agri-cooperatives

MAGAZINE • N°19 - 05/2018

www.copa-cogeca.eu

SOMMAIRE

Lancement du nouveau Code de conduite pour le partage des données agricoles en vue du passage à l'ère numérique	3
La simplification doit être au cœur de la future politique agricole commune (PAC)	4
La proposition de la Commission européenne sur le futur budget de l'UE pour l'après 2020 suscite la controverse	6
Le Copa et la Cogeca mènent une réflexion concernant l'avenir du secteur européen des olives dans la politique agricole commune	8
La lenteur des exportations de céréales de l'UE ajoute à la pression à la baisse sur le marché	9
Les innovations du viticulteur biologique espagnol Joaquin Fernandez	10
Le secteur laitier européen au centre de l'attention	12
La culture du tabac est une source d'emploi essentielle dans les zones rurales européennes	14
Les coopératives agricoles présentent de nouvelles variétés innovantes et des plans d'action pour promouvoir la consommation de fruits et légumes	16
L'accord commercial entre l'UE et le Mexique envoie un signal positif	18
Reconquérir la jeune génération de consommateurs et de producteurs sera essentiel pour le dynamisme du secteur ovin européen	20
Le plan de l'UE visant à garantir plus d'équité dans la chaîne alimentaire et à réprimer les mauvaises pratiques est considéré comme un pas dans la bonne direction	22
Le Copa et la Cogeca tiennent un événement de haut niveau sur la PAC avec l'eurodéputé Paolo de Castro : L'alimentation, au cœur de la vie	24
En bref	26
Une enquête du Copa et de la Cogeca révèle que les agriculteurs sont préoccupés par les perspectives futures pour le secteur agricole	29
Ups and downs	30
La recherche et l'innovation essentielles pour améliorer les performances économiques et environnementales des agriculteurs et des coopératives agricoles	31

Lancement du nouveau Code de conduite pour le partage des données agricoles en vue du passage à l'ère numérique



Il définit des lignes directrices clés pour les opérateurs, en combinaison avec une check-list. Cela aidera les agriculteurs et les coopératives agricoles à avoir accès aux données partagées pour leurs plans d'entreprise et donnera aux opérateurs la confiance nécessaire pour investir et partager les données.

Une initiative conjointe a été lancée lors d'un événement organisé en avril par la chaîne agro-alimentaire de l'UE à Bruxelles concernant la protection et le partage des données. Ce Code permettra aux agriculteurs et aux coopératives agricoles de passer rapidement à une agriculture renforcée par le numérique.

Phil Hogan, Commissaire européen à l'Agriculture, a indiqué lors de cet événement : « L'ère du big data est arrivée. Les progrès en agriculture de précision doivent être la règle et non l'exception ».

« Des données agricoles précises sont essentielles pour développer l'agriculture de précision et permettre aux agriculteurs et aux coopératives agricoles de produire plus en utilisant moins de ressources. Le big data est considéré comme le prochain moteur essentiel des gains de productivité en agriculture », a ajouté Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa-Cogeca.

A titre d'exemple, dans un projet, un contrat a été créé entre un producteur de pommes de terre et un contractant agricole pour fournir des informations concernant l'utilisation optimale d'intrants pour ses champs à l'aide de données issues des capteurs de ses machines.

Mais pour être pleinement efficace, le partage des données entre différentes parties prenantes doit être mené de façon équitable et transparente.

Le Code de conduite européen pour le partage des données agricoles par accord contractuel approuvé par le Copa, la Cogeca, la CEMA, Fertilizers Europe, le CEETTAR, le CEJA, l'ECPA, l'EFFAB, la FEFAC, l'ESA, et le Cocal vise justement cet objectif.

Les lignes directrices soulignent que l'opérateur à l'origine de la production des données a le droit de déterminer qui peut y accéder et les utiliser. Mais il ne sera pas responsable d'éventuels dommages issus de l'utilisation de ces données par des machines, des utilisateurs de données, etc. Il est également nécessaire de conclure des contrats définissant les modalités de collecte, d'accès, de stockage et d'utilisation des données ainsi que les clauses de confidentialité.

● Réactions

« Je salue le Code de conduite européen pour le partage des données agricoles initié par les parties prenantes du secteur agro-alimentaire. Alors que l'Europe se dirige vers une politique agricole commune plus moderne et plus durable, les solutions technologiques seront plus importantes que jamais, ce qui confèrera à l'agriculture de précision et aux solutions fondées sur les données un rôle crucial à jouer », a indiqué Phil Hogan, Commissaire européen à l'Agriculture.

« Alors que nous nous dirigeons vers une amélioration de l'économie européenne des données en rendant plus de données disponibles et en leur permettant de circuler librement, je me réjouis de voir le secteur agro-alimentaire unir ses forces pour faire face à un important obstacle sur le chemin vers l'agriculture numérique », a ajouté la Commissaire Gabriel.

Consultez le site Internet du Copa et de la Cogeca pour découvrir plus en détail ce Code de conduite européen pour le partage des données agricoles par accord contractuel qui vise à contribuer à exploiter le potentiel de l'agriculture numérique.

La simplification doit être au cœur de la future politique agricole commune (PAC)



Avec des agriculteurs étouffés par des niveaux excessifs de bureaucratie, la simplification de la future PAC a été désignée comme une priorité numéro un par les ministres de l'UE, les députés européens, les syndicats et les coopératives agricoles à travers l'UE.

La prochaine PAC devra prévoir des règles et des outils politiques plus simples pour les agriculteurs », a souligné Joachim Rukwied, Président du Copa. **« Les projets de la Commission présentés dans le plan n'apportera pas de réelle simplification aux agriculteurs . Nous devons garantir que la PAC demeure une politique véritablement commune, sans renationalisation, laquelle pourrait menacer le fonctionnement du marché unique et conduire à des distorsions de la concurrence », a ajouté M. Rukwied.**

« Nous sommes très préoccupés par l'impact de ces propositions. Elles entraîneront en effet une nouvelle réduction des paiements directs, qui constituent de loin la meilleure manière de stabiliser le revenu des agriculteurs et de les aider à mieux gérer les risques liés aux revenus. La proposition de la Commission européenne doit être améliorée de façon significative pour garantir la viabilité du secteur, » a déclaré M. Ruckwied.

● Eurodéputés

La politique agricole européenne peut être plus simplifiée mais doit rester une politique commune avec un budget adéquat pour aboutir à des résultats, ont déclaré les eurodéputés de la Comagri, au ministre bulgare, Rumen Porodzanov. « La nouvelle PAC doit se fixer des objectifs ambitieux », a déclaré le député européen du PPE, Herbert Dorfmann, rapporteur du rapport du Parlement sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. « Une subsidiarité accrue est la bienvenue car elle pourrait donner plus de flexibilité au bénéfice des agriculteurs. Cela pourrait également contribuer à réduire la bureaucratie excessive, un objectif pour lequel le groupe PPE travaille depuis longtemps. Toutefois, dans le même temps, nous devons rejeter strictement la renationalisation de la PAC. La nouvelle PAC post-2020 doit garantir que la production alimentaire européenne est suffisante et sûre, qu'elle protège la compétitivité des agriculteurs européens sur les marchés internationaux et aussi contre les fluctuations du marché telles que la volatilité des prix et d'autres crises imprévisibles du marché », a déclaré M. Dorfmann.

Pour l'eurodéputé italien Paolo de Castro, « Il est bon de donner aux États membres un menu de mesures parmi lesquelles choisir afin de leur donner suffisamment de flexibilité pour appliquer les bonnes mesures environnementales de la bonne manière, tout en évitant toute forme de renationalisation de la PAC. Les moyens d'économiser l'eau dans une ferme, par exemple, seront différents en Irlande et en Grèce ».

« Notre philosophie doit être différente. Nous devons inciter les agriculteurs à respecter des normes élevées en matière d'environnement et de bien-être, plutôt que de les pénaliser s'ils ne les respectent pas », a ajouté M. De Castro.

● Ministres

Les conclusions de la Présidence bulgare sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, qui ont été soutenues par de nombreux ministres de l'Agriculture de l'UE, soulignent également que le nouveau modèle de mise en œuvre doit apporter une réelle simplification des règles pour les agriculteurs.

● Commission européenne

Les plans ont été présentés par le Commissaire européen Phil Hogan qui a affirmé qu'il s'agit davantage d'une « évolution que d'une révolution » de la politique de la PAC, avec un haut niveau d'ambition environnementale. La Commission estime que l'approche « taille unique » ne fonctionne pas et a proposé un nouveau modèle de mise en œuvre. Cela laisserait les États membres définir la manière dont ils atteindront les objectifs environnementaux et climatiques ainsi que les pratiques et les contrôles les plus appropriés à leur pays ou région.



● Que pensent les agriculteurs et les coopératives des détails?

« Nous saluons l'objectif de simplification et de rationalisation des règles de la Commission » a déclaré M. Ruckwied. Nous sommes toutefois préoccupés par le nouveau modèle de mise en œuvre et l'application des mesures basées sur les performances.

Le projet de fusionner le verdissement et la conditionnalité actuels en une nouvelle conditionnalité renforcée augmentera les conditions auxquelles les agriculteurs doivent se conformer, ce qui, selon le Copa et la Cogeca, ne représente pas une simplification. L'application du nouveau modèle de mise en œuvre doit engendrer des mesures et des exigences plus simples pour les agriculteurs ainsi qu'une rationalisation des conditions pour les paiements directs, les contrôles et les exigences administratives.

« Il est positif que la Commission ait proposé de maintenir les deux piliers de la PAC dans ses projets, avec des paiements directs dans le premier pilier, sans co-financement, afin de contribuer à stabiliser les revenus des agriculteurs. Nous sommes toutefois opposés à tout plafonnement des aides et à la dégressivité des paiements comme proposés par la Commission » a souligné M. Ruckwied.

« Nous nous réjouissons également du fait que la Commission ait mis davantage l'accent sur l'agriculture intelligente et les mesures de gestion des risques dans son plan. Ce sont des éléments que nous avons demandés et il sera important d'observer comment la situation évoluera. Le Copa et la Cogeca estiment que les mesures de gestion des risques doivent rester volontaires pour les producteurs et être maintenues dans le deuxième pilier de la PAC. Je me réjouis de voir que les filets de sécurité du marché soient maintenus » a indiqué M. Ruckwied.



Le Président de la Cogeca, Thomas Magnusson, a souligné l'importance d'avoir un pilier de développement rural fort pour assurer la vitalité des zones rurales. « **L'accès au haut débit est déterminant pour que les agriculteurs et leurs coopératives puissent tirer parti des nouvelles technologies comme l'agriculture intelligente et encourager le renouvellement générationnel.** Nous nous réjouissons du fait que la Commission reconnaisse qu'il est crucial de renforcer les investissements, d'accroître la contribution de notre secteur à la bioéconomie et à l'économie circulaire et de développer la mise en œuvre des nouvelles technologies et les opportunités numériques. Nous sommes également satisfaits de l'importance accordée aux outils de recherche et d'innovation ainsi qu'aux services de conseil, qui doivent répondre aux besoins des agriculteurs afin d'aider notre secteur à relever les défis. Enfin, il est nécessaire de poursuivre les mesures de la PAC visant à encourager les agriculteurs à devenir membres de coopératives car cela peut permettre d'améliorer leur position au sein de la chaîne alimentaire. La Communication devrait mettre davantage l'accent sur ce point » a souligné M. Magnusson.

Lors de sa présentation du projet, le **Commissaire européen Phil Hogan** a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une **renationalisation**. Les objectifs seront toujours définis au niveau européen et les plans des États membres devront être approuvés par l'UE, avec des contrôles stricts.



La proposition de la Commission européenne sur le futur budget de l'UE pour l'après 2020 suscite la controverse

La Commission européenne a proposé en mai une réduction du financement de la politique agricole commune (PAC) dans le prochain cadre financier pluriannuel pour 2021-2027, suscitant l'opposition d'importants ministres de l'Agriculture de l'UE, d'eurodéputés, ainsi que des syndicats d'agriculteurs et des coopératives agricoles.

Le Copa et la Cogeca, organisations représentant les agriculteurs et les coopératives agricoles d'Europe, ont publié une déclaration exprimant leur vive déception face aux réductions proposées pour le financement de la future politique agricole commune (PAC).

« **Le Copa et la Cogeca s'opposent à toute proposition de réduction des dépenses consacrées à la PAC dans le budget européen. Les revenus des agriculteurs sont au niveau de 40% du salaire moyen dans d'autres secteurs de l'économie.** Et pourtant, ce sont eux qui produisent au quotidien des denrées alimentaires de qualité et qui sont appelés à améliorer la durabilité et à faire face au changement climatique. Les réductions budgétaires proposées menaceraient non seulement les ressources des agriculteurs et d'importantes parties des zones rurales européennes, mais également la réalisation des objectifs environnementaux et sociaux de l'UE. Nous reconnaissons les efforts déployés par la Commission pour accroître les ressources de l'UE en vue de répondre aux besoins politiques à venir, mais il faut faire plus pour l'Europe et les agriculteurs européens. Nous nous réjouissons également de voir de nombreux États membres prêts à contribuer davantage à l'avenir de l'Europe », a indiqué Joachim Rukwied, Président du Copa.

Thomas Magnusson, Président de la Cogeca, a pour sa part insisté : « Dans un contexte de croissance de la population mondiale et de défis toujours plus nombreux pour le secteur agricole, ce n'est vraiment pas le moment de réduire les fonds et de mettre en péril les multiples bénéfices de l'agriculture. **Nous sommes vivement préoccupés par l'impact commercial et budgétaire potentiel du Brexit sur les agriculteurs européens et leurs coopératives.** Nous estimons que les agriculteurs et leurs familles ne devraient pas avoir à faire doublement les frais de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le budget actuel coûte moins qu'un café par jour à chaque citoyen de l'UE et garantit



en retour des denrées alimentaires nutritives et de qualité à 500 millions de consommateurs tout en contribuant à la protection de l'environnement, à la croissance et à l'emploi. Les dépenses agricoles représentent un bon investissement pour tous les citoyens européens et elles doivent être maintenues et stabilisées ». Dans ce contexte, l'augmentation proposée des dépenses pour la recherche et l'innovation dans le secteur agricole et la bioéconomie est très positive. Les agriculteurs et les coopératives agricoles sont prêts à faire leur part ».

Ce sont là les raisons pour lesquelles le Copa et la Cogeca appellent en particulier au maintien et à la stabilisation du budget de la PAC en termes réels au cours de la prochaine période de programmation.

● Que comprend la proposition ?

La Commission a proposé 1,135 milliards d'euros d'engagements budgétaires sur le long terme (exprimés en prix courants 2018) pour la période allant de 2021 à 2027, ce qui correspond à 1,11 % du revenu national brut (RNB) de l'UE-27. La Commission propose de les financer en combinant apports de nouveaux fonds, redéploiements et économies. Elle prévoit une réduction de 5 % du financement de la PAC, y compris une réduction globale de 4% des paiements directs destinés aux agriculteurs de l'UE. De nouveaux progrès vers la convergence externe sont néanmoins prévus, avec une augmentation des paiements directs dans certains pays, dont l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, le Portugal, la Slovaquie et la Pologne. Les mesures de la PAC liées au marché subiront une réduction de 5%, sauf pour les fruits et légumes. Le taux de cofinancement de la politique de développement rural de l'UE sera également réduit de 10 points de pourcentage, ce qui entraînera une contribution accrue des États membres pour le même niveau de soutien. Les fonds seront plus que doublés pour l'agriculture, le développement rural, l'alimentation et la bioéconomie dans le cadre d'Horizon Europe, le futur programme de recherche de l'Union.

La proposition inclut des changements dans les contributions des États membres au budget.

● Réactions des ministres ?

Le gouvernement français a jugé la proposition « inadmissible ». « **La France ne peut accepter de réduction directe des revenus des agriculteurs** », a indiqué **Stéphane Travert, ministre de l'Agriculture, dans sa déclaration.** « Cette réduction présente un risque sans précédent pour la viabilité des agriculteurs en ayant un dangereux impact sur leurs revenus, pour lesquels les paiements directs constituent un filet de sécurité essentiel », a-t-il expliqué. Sa position a été soutenue par d'autres pays comme l'Irlande.

Le Danemark, la Suède, l'Autriche et les Pays-Bas s'opposent quant à eux à une augmentation substantielle de leurs contributions au budget communautaire. Kristian Jensen, ministre danois des Finances, appelle à une réduction globale du budget de l'UE après 2020, indiquant qu'il est absurde d'augmenter le budget alors qu'il y aura moins d'États membres. La Suède et les Pays-Bas se sont également opposés à toute hausse de leurs contributions au budget.

● Réaction des eurodéputés ?

Czesław Adam Siekierski, Président de la commission agriculture du Parlement, a averti : « Les coupes dans le budget de la politique agricole commune post-2020, telles que proposées par la Commission, sont disproportionnées, injustes, et devraient être annulées ».

« Le prochain plan budgétaire de l'UE devrait stimuler le financement de l'innovation et maintenir les aides à l'agriculture, à la pêche et au développement interne de l'UE, ou à la cohésion, en dépit de la perte du financement britannique après le Brexit », a déclaré l'eurodéputé portugais José Manuel Fernandes, porte-parole du groupe PPE à la commission budgets. Le parti des socialistes et des démocrates au Parlement européen s'est également dit déçu par la proposition. La Vice-présidente Isabelle Thomas a déclaré : « Une telle proposition ne permet pas de répondre aux attentes de nos concitoyens ou de mener des actions significatives en matière de chômage des jeunes, de développement durable, de changement climatique, de pilier social, d'agriculture, de cohésion et d'aide internationale et humanitaire ».



● Prochaines étapes :

« Je suis convaincu que nous devrions nous efforcer de trouver un accord avant les élections européennes de l'année prochaine », a indiqué Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne.

Des négociations difficiles sont donc attendues dans les mois à venir sur la proposition, d'autant plus que l'unanimité des États membres est requise pour parvenir à un accord. Le Copa et la Cogeca continueront à faire pression pour qu'il n'y ait pas de réduction des dépenses agricoles. En effet, les moyens de subsistance des agriculteurs et l'avenir des zones rurales en seraient menacés, sans parler d'un approvisionnement alimentaire de qualité pour une population mondiale qui ne cesse d'augmenter.





Le Copa et la Cogeca mènent une réflexion concernant l'avenir du secteur européen des olives dans la politique agricole commune

Le Copa et la Cogeca ont présenté les éléments essentiels à la viabilité du secteur oléicole de l'UE dans le cadre de la future PAC lors d'un événement qui s'est tenu au Parlement européen ce printemps.

Vasilis Pyrgiotis, Président du groupe de travail « Huile d'olive et olives de table » du Copa-Cogeca, a déclaré :

« L'UE, qui concentre 70% de la production mondiale d'huile d'olive et 32% de celle des olives de table, est un acteur majeur du secteur à l'échelle mondiale.

Notre production se développe en Europe et au niveau mondial, stimulée par une image positive et une augmentation de la consommation en raison des nombreux bénéfices pour la santé, ainsi qu'au travers d'initiatives tournées vers l'avenir entreprises par nos producteurs. Les mesures innovantes dans la PAC contribuent également au développement du secteur ».

Vasilis Pyrgiotis a présenté diverses manières de garantir un avenir durable au secteur dans le cadre de la PAC : « Il sera important de renforcer la position des producteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour garantir qu'ils obtiennent une part plus équitable du prix du produit sur le marché, étant donné que leurs marges sont trop souvent réduites. Le fait d'encourager les producteurs à adhérer à des organisations de producteurs telles que les coopératives peut contribuer à réaliser cet objectif ».

Face à la volatilité extrême sur le marché, il sera également important de mettre davantage l'accent sur les mesures destinées à aider les agriculteurs à mieux gérer les risques et les outils de gestion du marché. Un observatoire du marché pour le secteur est aussi fondamental pour permettre aux producteurs de mieux comprendre le marché.

Enfin, il est indispensable de mieux informer les consommateurs des multiples bénéfices de ce produit pour la santé et l'environnement et de veiller à ce que le secteur ne soit pas utilisé comme monnaie d'échange dans

la négociation des futurs accords commerciaux », a conclu M. Pyrgiotis.

Cet événement a été accueilli par les eurodéputés Giovanni La Via, Manolis Kefalogiannis et Clara Eugenia Aguilera Garcia, qui ont eux aussi souligné les nombreux bénéfices que représente ce secteur et la contribution de la PAC à son développement. Ces réflexions contribueront à alimenter la proposition de la Commission sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture qui doit être publiée cet été.





La lenteur des exportations de céréales de l'UE ajoute à la pression à la baisse sur le marché

« Les exportations de céréales de l'UE ont été très lentes cette saison, en partie en raison de la récolte tardive, qui devrait accroître les stocks de céréales de l'UE et exercer encore davantage de pression à la baisse sur les prix », averti Max Schulman, Président du groupe de travail « Céréales » du Copa-Cogeca.

« Notre structure coût-prix doit être améliorée étant donné que les prix élevés des intrants réduisent notre compétitivité. Il faut réduire les coûts et éliminer les droits sur les importations d'engrais. Nous avons également besoin d'informations plus précises concernant le marché des engrais », a indiqué M. Schulman.

« L'agriculture intelligente peut également aider les agriculteurs, puisqu'elle leur permet de produire plus durablement et compétitivement tout en économisant sur les coûts des intrants. »

Le Code de conduite européen pour le partage des données agricoles adopté conjointement par l'industrie devrait encourager les agriculteurs à entrer dans l'ère numérique. Il est nécessaire de mettre l'accent sur ces éléments dans la future politique agricole commune (PAC), qui devra être dotée d'un bon budget, avec un premier pilier fort », a souligné M. Schulman.

Il est également important de mettre l'accent sur les outils destinés à aider les agriculteurs à mieux gérer les risques, même si leur application dans le deuxième pilier de la PAC doit rester volontaire.

● De nouveaux produits phytosanitaires ?

« Les agriculteurs ont besoin d'une boîte à outils complète pour les produits phytosanitaires afin de maximiser leurs performances. Je suis très déçu de la décision de l'UE d'imposer une interdiction totale de l'utilisation de traitements des

semences aux néonicotinoïdes pour toutes les cultures d'extérieur, y compris les semences de betteraves, alors que rien ne le justifiait. Tous les agriculteurs dépendent des produits phytosanitaires pour lutter contre les organismes nuisibles et les maladies, quels que soient leur secteur ou leurs méthodes de production. Cette interdiction réduira la boîte à outils des agriculteurs dans un domaine où il n'existe presque aucune alternative. L'UE doit trouver des solutions alternatives. Un plan complet est vital ».

« C'est plus important que jamais, compte tenu des conditions climatiques de plus en plus extrêmes que nous connaissons et du fait que les récoltes deviennent moins prévisibles. C'est pourquoi de meilleures informations sur le marché sont aussi déterminantes. De nouvelles variétés végétales capables de faire face au climat actuel sont également essentielles. Les nouvelles techniques de sélection joueront un rôle crucial dans ce contexte », a expliqué M. Schulman.

● Production céréalière de l'UE

Il a souligné que la récolte céréalière de cette année dans l'UE devrait atteindre des niveaux moyens, aux alentours de 300-305 millions de tonnes. Mais ces données pourraient nettement changer car les producteurs de toute l'Europe ont de nouveau été confrontés à des conditions météorologiques défavorables, depuis la forte sécheresse endurée par le Portugal et l'Espagne jusqu'aux inondations dans certaines régions du nord et du centre de l'Europe, comme en 2017.

Cette année, la superficie de l'UE-28 consacrée aux oléagineux reste aussi assez stable, mais les prix sont bas, également en raison de l'offre mondiale abondante et des stocks importants.

Arnaud Rousseau, Président du groupe de travail « Oléagineux et protéagineux » du Copa-Cogeca, a donc appelé la Commission à agir dès que possible en enregistrant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et en leur imposant des droits compensateurs.

La superficie de protéagineux demeure elle aussi presque stable, mais des réductions ont été constatées dans certains pays du fait de l'interdiction de l'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces d'intérêt écologique. « Cela envoie un signal très négatif à l'industrie », ont averti les Présidents.

● Plan en faveur des cultures protéagineuses

Dans un contexte de déficit de l'UE en protéines, M. Rousseau s'est dit en faveur de l'initiative de la Commission visant à présenter un rapport concernant la stratégie européenne en faveur des cultures protéagineuses d'ici la fin de l'année, soulignant leurs bénéfices environnementaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que leurs contributions à la biodiversité et à l'amélioration de la qualité des sols.



◆ Les innovations du viticulteur biologique espagnol Joaquín Fernández

Joaquín Fernández, viticulteur biologique, s'est adressé au Copa et à la Cogeca devant une vue exceptionnelle sur la vallée de Ronda au sud de l'Espagne, pour parler des innovations introduites dans son vignoble et de la manière dont il s'est diversifié dans l'agro-tourisme pour maximiser le potentiel de son entreprise.

« Il s'agit d'une petite entreprise familiale qui atteint tout juste six hectares et demi et produit 22 000 bouteilles par an de vin entièrement biologique », a-t-il expliqué. « Nous avons des vins rouges, blancs et rosés, certifiés pour leur engagement de qualité par le ministère espagnol. Le vin plus jeune exhale un arôme fruité et les vins plus anciens, qui sont conservés en fût pendant une période allant jusqu'à un an, ont une saveur plus mûre. Des bouchons en liège sont utilisés pour l'embouteillage car nous avons beaucoup de forêts en Espagne », a-t-il expliqué.



« L'été dernier, nous avons subi des températures extrêmes, comme de nombreux pays producteurs de vin en Europe, ce qui nous a contraints à une récolte précoce. Cela a entraîné une réduction des volumes produits mais la qualité des raisins était néanmoins bonne », a insisté M. Fernández.

« Nous sommes confrontés à d'autres défis tels que l'araignée rouge, capable de détruire toute une culture. Pour y faire face, nous cultivons un mélange de romarin, de menthe et de lavande qui attire les abeilles pour tuer les araignées rouges.

Nous encourageons également la biodiversité, la fertilisation naturelle de nos sols et le contrôle naturel des adventices, en utilisant par exemple la queue et la peau des raisins pour fertiliser nos sols et préserver des conditions saines. Durant les mois d'hiver, des ovins sont en pâturage sur nos terres », a-t-il expliqué.

Afin d'optimiser le potentiel de son entreprise, il s'est diversifié dans l'agro-tourisme et invite des visiteurs pour des séances de dégustation et des visites de ses caves ainsi que pour profiter du paysage idyllique.





« Nous organisons des évènements chaque année ici, comme des mariages ou des déjeuners. Nous pouvons accueillir jusqu'à 500 personnes, qui profitent de la vue magnifique sur la vallée de Ronda au soleil tout en dégustant des vins biologiques et toute une gamme de produits agricoles de qualité », a souligné M. Fernandez. Certains de ces produits, comme le vin biologique, le fromage, l'huile d'olive et le miel, sont produits dans l'exploitation.

« L'introduction de l'équitation a apporté une nouvelle attraction à notre entreprise.

Il n'y a rien de plus relaxant et paisible que de se promener à cheval à travers les vignes avec l'aide de cavaliers professionnels, pour créer un lien unique avec l'environnement enchanteur qui nous entoure », a conclu M. Fernandez. Pour de plus amples détails, [Cf. WWW.bodegajf.es](http://WWW.bodegajf.es)



Le secteur laitier européen au centre de l'attention

Le Copa et la Cogeca se sont accordés sur les actions clés qu'il faudra mettre en œuvre dans la future politique agricole commune pour favoriser le dynamisme du secteur laitier.

L'objectif est de contribuer à la future législation communautaire en la matière.

Thierry Roquefeuil, Président du groupe de travail « Lait et produits laitiers » du Copa-Cogeca, a indiqué : « Avec plus de 50% d'exploitations laitières situées dans des zones défavorisées, le secteur laitier joue un rôle essentiel pour stimuler l'emploi dans des zones rurales où il n'existe souvent aucune alternative ».

« La future politique devra relever trois défis : faire face à l'extrême volatilité du marché, garantir de meilleurs revenus pour les producteurs et maintenir la production laitière dans toute l'UE », a expliqué M. Roquefeuil.

« Les prix ont connu un déclin depuis les niveaux historiques de l'été dernier. Les importants volumes de lait écrémé en poudre encore en intervention publique exercent également une pression à la baisse sur les prix.

Le déstockage doit être réalisé de manière appropriée afin d'éviter de créer une

nouvelle situation de crise », a déclaré M. Roquefeuil.

Le Commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, a insisté en février sur le fait qu'il entendait veiller à ce que la vente des quantités actuellement en intervention ne nuise pas au marché.

La limite quantitative pour l'achat de lait écrémé en poudre à un prix fixe est maintenant à zéro pour 2018 afin d'éviter que cette situation ne se reproduise. Cela correspond à l'engagement de l'UE à garantir une utilisation prudente des filets de sécurité, pour ne pas réagir uniquement aux perturbations des marchés et éviter dans la mesure du possible qu'elles n'apparaissent, comme l'a indiqué Rumen Porodzanov, le ministre bulgare de l'Agriculture, aux ministres.

En ce qui concerne la Communication de la Commission sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture, M. Roquefeuil a indiqué : « C'est une bonne chose que les mesures de gestion du marché comme l'intervention publique et l'aide au stockage privé soient maintenues. Sans ces outils, les prix auraient été bien plus faibles en 2016. Ils sont déterminants pour éviter un

effondrement du marché. Les régimes de réduction temporaire de la production laitière sont eux aussi importants dans ce contexte ».

« Nous nous réjouissons du maintien prévu des paiements directs aux producteurs laitiers, puisqu'ils jouent un rôle crucial dans la stabilisation de leurs revenus », a ajouté M. Roquefeuil.

« Nous examinons par ailleurs les possibilités de développement des marchés à terme et des outils de couverture dans le secteur laitier, afin de mieux équiper les producteurs face aux risques. Ils sont déjà bien développés dans le secteur des céréales. L'accent mis dans la Communication sur les mesures de gestion des risques est positif et nous verrons comment cela va évoluer. Il est important qu'ils restent dans le deuxième pilier de la PAC et soient volontaires pour les producteurs », a rappelé M. Roquefeuil.

« Les instruments financiers doivent également être développés, avec l'aide de la Banque européenne d'investissement (BEI), afin que les producteurs puissent réaliser des investissements pour protéger leur capital en cas de volatilité des marchés. Des garanties pour les crédits à l'exportation doivent être prévues pour aider les producteurs à exporter sur des marchés à risque, a ajouté M. Roquefeuil.

« L'Observatoire européen du marché laitier est un atout, étant donné qu'il apporte aux agriculteurs des données relatives au marché qu'ils peuvent utiliser dans leurs décisions d'entreprise. Nous aurions toutefois besoin de données plus actualisées », a-t-il précisé.

Les coopératives laitières jouent aussi un rôle essentiel dans la réduction de la volatilité pour leurs membres agriculteurs et il est important d'encourager leur développement. Elles sont aussi très actives dans l'élevage de précision, l'optimisation des coûts de production, ainsi que la transformation et la collecte des produits.

« Nous devons enfin lutter contre les pratiques commerciales déloyales au sein de la chaîne alimentaire, afin que les agriculteurs puissent obtenir une meilleure part du prix payé par les consommateurs pour leurs produits », a conclu M. Roquefeuil.



*Providing farmers with optimal solutions
to continue meeting Europe's food needs!*

European Fertilizers for European farmers

Delivering best crop nutrition

Improving environmental performance

Increasing yield productivity

Ensuring food safety



La culture du tabac est une source d'emploi essentielle dans les zones rurales européennes



Le secteur européen du tabac représente une source vitale de revenus et d'emplois pour 350 000 travailleurs, principalement dans les États membres du Sud. Il est donc important de maintenir le soutien au secteur dans la future politique agricole commune (PAC).

La culture du tabac est très intensive en main-d'œuvre et la production se situe souvent dans les régions les plus défavorisées d'Europe, où il n'existe actuellement aucune alternative viable à la culture du tabac.

« En plus de fournir des emplois à 65 000 producteurs de feuilles de tabac, il constitue une bonne source d'emplois pour les femmes. Le secteur du tabac joue un rôle clé dans la création de croissance et d'emplois. C'est également une priorité politique majeure du programme de travail de la Commission européenne », a expliqué Teofilo Moreno, Président du Copa et du groupe de travail sur le tabac de la Cogeca.

« Nous ne pouvons donc pas accepter des coupes budgétaires pour nos producteurs qui risqueraient de menacer ces zones rurales fragiles.

Nous n'acceptons pas non plus de cofinancement des paiements dans le premier pilier de la PAC. Nous avons besoin de règles communes dans toute l'UE » a ajouté Teofilo Moreno.

Des aides?

Il a souligné l'importance pour les producteurs d'avoir accès, sur une base volontaire, à des paiements couplés dans le cadre de la future PAC afin d'assurer la stabilité de leurs revenus face à la volatilité des marchés. Les agriculteurs doivent également avoir accès à des formes d'assurance-revenu, par exemple en créant des fonds d'investissement collectif sectoriels gérés par les agriculteurs.

« Une autre priorité est d'améliorer le fonctionnement du marché et de soutenir les organisations interprofessionnelles européennes ainsi que leur création et leur fonctionnement. Une traçabilité complète, à commencer par les semences, contribuera également à stabiliser le marché » a ajouté Teofilo Moreno.

« Des mesures visant à aider les agriculteurs à mieux gérer les risques doivent être disponibles sur une base volontaire. En outre, un observatoire permanent du marché européen devrait être mis en place pour suivre l'évolution de la production, des importations et des exportations, comme dans d'autres secteurs agricoles ».

Mesures environnementales?

Il faut maintenir les paiements agro-environnementaux. Il est important de créer des incitations et de soutenir l'utilisation de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, par exemple en limitant l'utilisation de produits phytosanitaires, en améliorant l'utilisation de l'eau, en augmentant l'utilisation d'énergies renouvelables, en garantissant la protection des sols et en contribuant au maintien de la biodiversité, a conclu le président.



Our stewardship

Promoting the safe and sustainable use of pesticides is an industry priority.

In 2017 we began reshaping our stewardship programme, in response to an in-depth review of the impact and effectiveness of our projects, and reaffirming crop protection industry commitment to tackle global challenges and contribute towards the objectives of the Sustainable Development Goals (SDGs)*.



INSPIA – Initiative for Sustainable Productive Agriculture

Improving the socio-economic and environmental performance of agriculture is an essential contribution to the SDGs. Working with farmers on more than 50 farms representative of important crops and biogeographic regions, **INSPIA promotes agricultural management practices that - including crop protection - deliver high productivity, environmental protection, and improved resource efficiency.**

Safe and Sustainable Use Initiative

With a focus on the health of operators and bystanders, the Safe and Sustainable Use Initiative (SUI) delivers awareness raising campaigns on the safe storage, handling, and application of pesticides. **Recognised for its contribution to the safe use of pesticides by governments and authorities across Europe, the SUI trains around 5,000 farmers every year.**



TOPPS Water Protection

Making a difference in the field, **TOPPS Water Protection encourages the uptake of a range of best management practices that help keep pesticides out of surface and ground water.** With training and awareness raising for the prevention of point-source and spray-drift pollution, this well-established stewardship initiative has engaged tens-of-thousands of farmers across Europe.



Container Management Systems

Contributing to the protection of human health, a safer and cleaner environment and circular economy, **the Container Management Systems (CMS) sees the cleaning, collection, and recycling or disposal of empty plastic pesticide containers.** The initiative aims to deliver independent Container Management Systems across Europe. In these member countries more than 50% of containers are collected through Container Management Schemes. By 2020, ECPA aims to take the collection rate above 75%.



Against Counterfeit and Illegal Pesticides

ECPA works with authorities and supports communication activities to raise awareness and help bring an end to the trade in counterfeit and illegal pesticides. **In 2017, we supported Europol's operation Silver Axe that resulted in the discovery and seizure of 122 tons of illegal and counterfeit pesticides.**



* Our stewardship activities make direct contribution to many of the SDGs; here, we make reference to those where the greatest contributions are made.

◆ Les coopératives agricoles présentent de nouvelles variétés innovantes et des plans d'action pour promouvoir la consommation de fruits et légumes



Les coopératives européennes ont présenté leurs nouveaux produits innovants et une gamme très diverse de fruits et légumes de qualité lors de l'évènement Fruit Logistica à Berlin en février, qui a attiré quelque 76 000 visiteurs issus de 130 pays, parmi lesquels des importateurs, des exportateurs, des producteurs et des distributeurs.

● Nouvelles variétés

Des coopératives néerlandaises, espagnoles, italiennes, françaises et allemandes ont présenté leurs dernières innovations et leurs nouvelles variétés. Des variétés de la coopérative espagnole Anecoop comme le kaki persimon, qui n'est produit qu'en Espagne, ou des pastèques sans pépins ont été présentées, ainsi que de nouvelles solutions faciles à préparer dans des barquettes pratiques avec une transformation minimale, comme de la soupe de courgettes, des salades de fruits, des pâtes à tartiner de légumes, des purées de fruits et des snacks de légumes.

« Tous nos membres sont des agriculteurs et il y a de plus en plus de défis et de pressions sur le marché. Nous devons nous conformer aux normes élevées de

traçabilité et de certification de l'UE, normes que les importations dans l'UE en provenance de pays tiers ne sont pas tenues de respecter. Nous consacrons donc beaucoup de temps à développer de nouvelles variétés et à ajouter de la valeur à nos produits pour tirer de bonnes recettes du marché pour nos membres agriculteurs afin de protéger leurs revenus », a expliqué la porte-parole d'Anecoop. www.Anecoop.com

Melinda, un grand consortium de 16 coopératives agricoles italiennes qui rassemble plus de 4000 petits exploitants et couvre environ 6500 hectares de vergers de pommiers, a pour sa part exposé sa gamme de pommes de qualité lors de cet évènement. Les Golden Delicious, qui sont cultivées depuis des siècles dans l'environnement alpin du Val di Non et du Val di Sole, dans le Trentin, et qui bénéficient du statut d'AOP, représentent 70% du total. Vous trouverez de plus amples détails sur le site www.melinda.it

La coopérative néerlandaise de pommes de terre Agrico a également présenté à cette occasion la nouvelle génération de pommes de terre comme la pomme de terre Carolus, qui résiste au mildiou et qu'il a fallu 30 ans pour développer. Des années de sélection et de

croisements naturels ont permis d'obtenir cette variété biologique spéciale pour un avenir durable dans le monde entier. Pour de plus amples détails, Cf. www.agrico.nl

- **Vous ne consommez pas assez de fruits et de légumes ?**

Alors que de nombreux citoyens ne consomment pas la quantité journalière recommandée de fruits et légumes, le Copa et Cogeca ont présenté leur initiative conjointe avec l'association européenne de fruits et légumes Freshfel, #FruitVeg4You, lors de cet événement. Cette campagne vise à sensibiliser et à promouvoir la consommation de fruits et de légumes.

Un plan d'action néerlandais, initié par la Dutch Produce Association et le gouvernement néerlandais en collaboration avec le grand chef néerlandais Rudolf Van Veen, a également été présenté pour stimuler la consommation de fruits et légumes. « Les maladies sont en hausse et les consommateurs néerlandais ne consomment pas assez de fruits et de légumes chaque jour », a averti un porte-parole. La FAO recommande cinq portions de fruits et légumes par jour, soit 400 g pour une alimentation équilibrée, afin d'aider à prévenir les carences nutritionnelles, les maladies cardiovasculaires et de nombreux cancers. La campagne se concentre donc sur le choix d'une couleur différente de fruits et de légumes chaque jour afin de maximiser les nutriments de chaque fruit ou légume dans l'alimentation quotidienne des consommateurs. Les myrtilles par exemples sont riches en anti-oxydants, comme cela a été expliqué.





◆ L'accord commercial entre l'UE et le Mexique envoie un signal positif

L'accord commercial conclu entre l'UE et le Mexique a envoyé un message positif au niveau international, montrant que l'UE est capable d'obtenir des accords commerciaux équilibrés.

« En moins de deux ans, l'UE et le Mexique ont produit un accord adapté aux défis économiques et politiques du XXI^e siècle », a déclaré la Commissaire Cecilia Malmström en avril après la conclusion de l'accord.

Le Commissaire à l'Agriculture Phil Hogan a quant à lui indiqué : « Cet accord est très positif pour notre secteur agro-alimentaire, créant de nouvelles opportunités d'exportation pour nos denrées alimentaires et nos boissons de qualité, ce qui signifie plus d'emplois et de croissance, notamment dans les zones rurales. Cela envoie un signal au Président américain Donald Trump comme quoi il est possible de conclure de bons accords ».

« Cela montre que l'UE et le Mexique peuvent continuer à avancer ensemble dans la même direction », a souligné l'eurodéputé allemand Bernd Lange, Président de la commission du commerce international du Parlement européen.

● Que comprend cet accord ?

Le nouvel accord, qui fait suite à un accord positif conclu avec le Japon l'année dernière, signifiera que 99% des produits seront échangés entre l'UE et le Mexique en franchise de droits. En particulier, il permettra à l'UE d'augmenter de manière substantielle ses exportations de viande porcine vers le Mexique, avec un commerce en franchise de droits pour la quasi-totalité des produits porcins. Un accès préférentiel au marché mexicain pour de nombreux fromages de qualité comme le Roquefort et la Gorgonzola a également été obtenu, avec des réductions tarifaires allant jusqu'à 20%. Un contingent tarifaire de 20 000 tonnes en cinq ans pour les fromages affinés et un autre de 5000 tonnes en 5 ans pour les fromages frais sont prévus dans l'accord. Le commerce du vin sera également facilité.

Ildefonso Guajardo, ministre mexicain de l'Économie, s'est dit satisfait de l'accord, qui réduira la dépendance de son pays vis-à-vis du marché des États-Unis et donnera au Mexique un meilleur accès pour certaines viandes, pour les bananes, l'éthanol, le sucre, le jus d'orange, le miel et le blanc d'œuf.

● Comment les agriculteurs et les coopératives agricoles de l'UE le perçoivent-ils ?

L'accord est jugé plutôt positif par le Copa et la Cogeca. « Nous estimons que cet accord avec le Mexique profitera aux deux parties, à condition que les contingents tarifaires soient bien gérés.

Nous accueillons notamment favorablement l'accès accru au marché mexicain qu'offre cet accord pour les fromages, le lait écrémé en poudre, la viande porcine, l'huile d'olive et le vin européens.

Il est primordial que les petites et moyennes entreprises (PME) aient accès à ce marché, notamment les coopératives. La charge administrative doit être réduite au Mexique pour abaisser le seuil permettant aux PME d'accéder au marché mexicain », a indiqué Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa-Cogeca.





Il a toutefois déploré qu'un accès accru au marché européen ait été négocié pour le bœuf mexicain, indiquant : « Un contingent d'importation de 10 000 tonnes de viande bovine, ce sont 10 000 tonnes de trop ».

Cela s'ajoute à l'accès accru au marché pour la viande bovine négocié dans le cadre des pourparlers avec le Mercosur.

Des études montrent que l'UE est déjà auto-suffisante à 102% en production de viande bovine et que l'impact cumulatif des accords commerciaux en cours de négociation avec des pays tiers combiné à l'impact potentiel du Brexit pourrait entraîner un approvisionnement excédentaire du marché et une chute des prix de 16% pour la viande bovine, ce que mettrait en péril la croissance et l'emploi dans les zones rurales.

Il a en outre déploré que l'UE ait décidé de pleinement libéraliser les importations de jus d'orange en provenance du Mexique, ce qui devrait avoir un impact particulièrement négatif sur les producteurs espagnols. L'UE a déjà proposé de libéraliser la totalité des importations de jus d'orange dans son offre au Mercosur.

Il est également décevant qu'il faille 10 ans pour parvenir à une libéralisation complète des exportations de pommes, comme l'a indiqué M. Pesonen.

Le Copa et la Cogeca se montreront vigilants par rapport à cet accès accru au marché européen pour la viande bovine, le jus d'orange, les fruits et les

légumes, notamment en raison de l'impact cumulatif potentiel sur ces secteurs.

● Appellation d'origine protégée ?

Il s'est également réjoui du fait que le Mexique avait accepté de reconnaître les normes de qualité et de production de l'UE telles que les indications géographiques (IG), qui permettent de protéger nos produits de qualité contre les imitations. Pas moins de 340 produits européens seront protégés dans le cadre de cet accord.

Il est toutefois décevant que le fromage espagnol mondialement connu Manchego, au lait de brebis, issu de la région espagnole de La Mancha (protégé dans l'UE depuis 1982), ne doive pas bénéficier d'une protection complète au Mexique. De nombreux producteurs mexicains pourront le produire en utilisant du lait de vache dans leur pays, avec les deux types de fromage portant le même nom au Mexique.

Il s'agit d'une décision qui sera probablement contestée par les syndicats et les coopératives agricoles espagnols, qui la jugent absurde et estiment que les fromages mexicains devraient cesser de porter le même nom alors qu'il s'agit d'un produit essentiellement différent.

Prochaines étapes

L'accord commercial doit maintenant être transposé en textes juridiques, traduit et officiellement approuvé par le Conseil et le Parlement européen.

► Reconquérir la jeune génération de consommateurs et de producteurs sera essentiel pour le dynamisme du secteur ovin européen

Sur fond de baisse de la consommation d'agneau de 1% par an en France, il est important de reconquérir la jeune génération de consommateurs et de ramener de jeunes agriculteurs dans le secteur, comme l'a indiqué Michèle Boudoin, éleveuse ovine française et Présidente du groupe de travail « Ovins » du Copa-Cogeca.

Les ovins jouent un rôle important dans l'économie des zones rurales, avec 70% des zones présentant des handicaps naturels où l'on trouve des pâturages ovins, là où il n'existe souvent aucune alternative d'emploi. Avec des prix inférieurs à ceux des années précédentes, les revenus demeurent fragiles. « Nous devons arriver au point où nous parviendrons à faire revenir plus d'argent dans la poche des agriculteurs, où le marché sera plus équilibré et où les consommateurs verront la valeur ajoutée de la consommation de nos produits ovins de qualité », a souligné Mme Boudoin. « Nous devons rendre le secteur de nouveau plus dynamique et attrayant pour les jeunes », a-t-elle ajouté.

● Journée nationale de l'agneau dans les écoles

En tant que Présidente de l'Organisation française des producteurs ovins, elle vient d'annoncer un projet visant à organiser une journée nationale de l'agneau dans les écoles en France, afin de réapprendre aux jeunes consommateurs les nombreux bénéfices nutritionnels de la consommation d'agneau et de promouvoir de nouvelles recettes modernes. L'agneau est une source importante de minéraux et de vitamines comme les vitamines B6 et B12 pour le régime alimentaire des consommateurs et il faut les y sensibiliser.

Elle a salué la décision de la Commission de renforcer les mesures de promotion en faveur du secteur.

Plusieurs campagnes de promotion de la viande d'agneau sont actuellement en cours, parmi lesquelles la campagne « L'agneau, si simple si bon », campagne conjointe avec des produits français, britanniques et irlandais.

● Échanges commerciaux

Mme Boudoin a par ailleurs mis en avant l'importance d'une politique commerciale qui tienne compte de la saisonnalité de la production, afin que le marché ne soit pas inondé par les importations à certains moments de l'année. En vue de la sortie prochaine du Royaume-Uni de l'UE, elle a averti que le contingent britannique concernant les importations néo-zélandaises d'agneau dans l'UE devrait être renégocié et disparaître après le Brexit.

● Un soutien fort de la PAC

Enfin, elle a souligné qu'un soutien fort via la future politique agricole commune (PAC) serait essentiel pour contribuer à stabiliser les revenus des agriculteurs. « Il est nécessaire de conserver l'aide couplée volontaire pour les éleveurs ovins et caprins et d'élargir les paiements agro-environnementaux aux pâturages utilisés pour les ovins et les caprins. Dans ce contexte, l'UE doit garantir que les dépenses de la PAC dans le futur budget communautaire soient au moins maintenues », a-t-elle ajouté.

● Parlement européen

Les eurodéputés ont également publié un rapport soutenant fermement le secteur et ont souligné les bénéfices de l'élevage ovin vis-à-vis du maintien de la biodiversité, ainsi que la nécessité de récompenser l'élevage ovin dans les zones soumises à des contraintes naturelles.



Providing farmers with the best tools to effectively manage pests and diseases now and in the future

For use in conventional IPM based and Organic farming systems, our members in the biocontrol industry are supplying modern, green tools inspired by, harnessed or harvested from nature to help protect the crops of today and, importantly tomorrow!

To find out more, visit www.ibma-global.org



IBMA

INTERNATIONAL **BIOCONTROL**
MANUFACTURERS ASSOCIATION

◆ Le plan de l'UE visant à garantir plus d'équité dans la chaîne alimentaire et à réprimer les mauvaises pratiques est considéré comme un pas dans la bonne direction

#fairfoodchain

Les plans publiés par la Commission européenne en avril pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales (PCD) dans la chaîne alimentaire, comme les retards de paiement et les modifications de dernière minute des contrats, ont été salués comme une percée par de nombreuses personnes à travers l'UE.

Les plans ont été présentés aux eurodéputés et aux ministres de l'Agriculture de l'UE en avril, qui ont considéré la proposition comme une « étape historique ».

« Nous nous battons pour cela depuis 2007. Les revenus des agriculteurs sont aujourd'hui inférieurs de 40 % aux revenus moyens et ont chuté de 20 % au cours des quatre dernières années. Cette proposition est un premier pas dans la bonne direction », a déclaré Joe Healy, président de l'Irish Farmers Union et Président du groupe de travail « Chaîne alimentaire » du Copa et de la Cogeca.

« Eurostat montre que la valeur d'un produit agricole se répartit à l'heure actuelle de la manière suivante : l'agriculteur perçoit en moyenne 21%, le transformateur 28% et le distributeur 51%. Il y a moins de jeunes à rentrer dans le secteur. J'espère que cette proposition garantira aux agriculteurs une part plus équitable du prix déboursé par les consommateurs » a souligné M. Healy.

« Il existe déjà une législation en la matière dans 20 États membres mais il est important que ces législations soient adossées à un cadre européen pour garantir des conditions équitables et aborder le problème des PCD transnationales, qui pourrait sinon demeurer sans réponse. Il faudra aussi une mise en œuvre forte assurée par une autorité indépendante habilitée à initier et à mener des enquêtes

dossier dans les mois à venir.

Si les agriculteurs n'ont pas confiance dans le système, il ne fonctionnera pas. Nous avons vu un excellent travail au Royaume-Uni, avec l'adjudicateur du Groceries Code, et en Espagne pour s'attaquer à ce problème et j'espère que cette tendance va se poursuivre dans toute l'UE », a-t-il insisté.

« C'est un dossier aussi important que le Brexit et la future Politique



ainsi qu'à appliquer des sanctions dissuasives en cas d'infraction » a-t-il rappelé.

« Nous devons également élargir le champ d'application de cette proposition de Directive et veiller à ce qu'elle s'applique à toutes les entreprises. J'espère que le Parlement renforcera ce point lorsqu'il abordera le

agricole commune » a-t-il ajouté.

● Quel est l'objectif de la proposition?

L'objectif de la proposition de la Commission consiste à améliorer le rôle des agriculteurs au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en interdisant certaines des PCD auxquelles

ils sont le plus couramment confrontés. Parmi ces dernières figurent notamment les retards de paiement pour des produits alimentaires périssables, les annulations de commandes de dernière minute ou encore les modifications unilatérales ou rétroactives de contrats. En outre, la Commission européenne propose que chaque État membre de l'UE désigne une autorité compétente pour faire appliquer les nouvelles règles et définisse le pouvoir de contrainte minimum de ces autorités. « Nous souhaitons éliminer le « facteur crainte » dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire au travers d'une procédure de plainte confidentielle », a expliqué le Commissaire européen à l'agriculture. « Il s'agit là d'un message clair en faveur d'une conduite plus équitable des entreprises », a ajouté le Vice-président de la Commission Jyrki Katainen. Les États membres peuvent aussi prendre des mesures qui leur semblent nécessaires.

● Les eurodéputés le saluent comme une étape historique

La commission agriculture du Parlement européen a salué en avril la proposition, la décrivant comme une « étape historique », toutefois encore susceptible d'être améliorée. L'eurodéputé irlandais, Luke Flanagan a déclaré: « Il s'agit certainement d'un bon début. Les agriculteurs ont besoin de prix qui les incitent à produire. Il a comparé la situation à David et Goliath et a espéré que la nouvelle loi mettra une petite pierre dans la main de David pour qu'il l'utilise dans sa fronde contre Goliath. Il a toutefois reconnu que le « diable se cache dans les détails

». L'eurodéputé italien Paolo de Castro estime pour sa part qu'un excellent travail pourrait être fait dans ce domaine afin d'assurer plus d'équité dans la chaîne alimentaire.

● Réaction des ministres européens de l'Agriculture?

Les plans ont reçu le soutien quasi unanime des ministres de l'Agriculture de l'UE, qui ont déclaré qu'il s'agit d'une bonne base de travail et que le texte va dans la bonne direction, étant donné que les initiatives volontaires ne fonctionnent pas à elles seules.

● Réactions des secteurs

Le Copa et la Cogeca ont aussi envoyé une déclaration conjointe avec l'AIM, le CEJA, le Clitravi, l'EFFAT, le FTAO, FoodDrinkEurope, l'IFOAM et l'UEAPME, soulignant le caractère positif de la proposition.

« Les agriculteurs réalisent des efforts considérables et n'obtiennent en retour que 21% du prix final. Ils doivent obtenir une part équitable de la valeur de leurs produits » a conclu M. Healy.



◆ Le Copa et la Cogeca tiennent un évènement de haut niveau sur la PAC avec l'eurodéputé Paolo de Castro : L'alimentation, au cœur de la vie



Le Copa et la Cogeca ont organisé avec l'eurodéputé Paolo de Castro un évènement au Parlement européen en février, où la politique agricole commune de l'alimentation et de la population européennes a été mise à l'honneur.

Cet évènement, auquel ont pris part plus de 200 personnes, comprenait une exposition de photos et a souligné l'importance de « nourrir l'Europe ».

La PAC permet de garantir aux consommateurs européens un approvisionnement durable en denrées alimentaires à des prix abordables et des conditions de vie décentes aux agriculteurs pour moins de 1% des dépenses totales des gouvernements de l'UE.

● Résilience

Face à la volatilité croissante sur le marché et aux catastrophes naturelles, la PAC aide les agriculteurs, les sylviculteurs et leurs coopératives à planifier pour l'avenir et à être résilients en période de crise. Il existe dans la politique européenne de développement rural des régimes destinés à mieux équiper les agriculteurs contre les risques. Saviez-vous que l'UE a connu l'une de ses plus mauvaises vendanges en 2017 en raison de phénomènes météorologiques extrêmes ? L'outil de stabilisation du revenu dans le cadre de la PAC joue un

rôle essentiel pour compenser leurs pertes. Les régimes européens de qualité et de promotion aident en outre les agriculteurs et les coopératives à ajouter de la valeur à leurs produits sur un marché compétitif. Saviez-vous que plus de 3300 produits agricoles de qualité sont couverts par la législation européenne relative aux indications géographiques, afin de les protéger face aux imitations et de les promouvoir sur la scène internationale ?

● Innovation

Les secteurs agricole et sylvicole de l'UE, soutenus par la PAC, sont également des moteurs clés pour l'innovation, le commerce, ainsi que la durabilité environnementale, sociale et économique. Saviez-vous que la demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 60% d'ici 2050 et que l'UE devra être capable de répondre à cette demande en produisant plus tout en utilisant moins de ressources ? L'agriculture de précision permet aux agriculteurs de produire en économisant jusqu'à 30 % des coûts des engrais. Ils ont dans ce contexte besoin du haut débit pour bénéficier des nouvelles technologies et la recherche doit être davantage menée par l'agriculteur. Une recherche et une innovation basées sur la demande, la formation et les services de conseil ainsi que l'aide financière pour investir dans les nouvelles technologies sont des éléments essentiels.

● Communauté

Les agriculteurs et leurs coopératives constituent la clé de voûte des zones rurales, fournissant croissance et emploi et garantissant leur dynamisme. Plus de 22 millions de personnes travaillent dans les exploitations agricoles de l'UE et quelque 22 000 personnes sont employées par des coopératives agricoles. L'agrotourisme est florissant, notamment grâce à la politique de développement rural, car l'agriculture offre aux visiteurs des paysages ruraux attrayants. Saviez-vous que les agriculteurs et les sylviculteurs gèrent ¼ du territoire européen ? La PAC les aide à le faire de manière durable. Mais seuls 6% des jeunes agriculteurs de l'UE ont moins de 35 ans. Pour encourager les jeunes agriculteurs à entrer dans le secteur, il est indispensable d'améliorer les infrastructures dans les zones rurales.



● Famille

La PAC aide à soutenir les produits des exploitations familiales et à créer des emplois dans des zones rurales où il n'existe parfois aucune alternative. Plus de 50% des exploitations laitières sont situées dans des zones défavorisées de l'UE. Saviez-vous qu'environ 90% des agriculteurs de l'UE sont actifs dans des exploitations familiales ? 70% des agriculteurs danois ont également indiqué dans une étude que pour eux, la bureaucratie constitue la partie la plus difficile du métier d'agriculteur. Pour continuer leurs efforts, ils ont besoin d'une PAC forte, avec des règles simples et communes à travers l'UE.

● Santé

Les produits agricoles européens de qualité fournissent aux consommateurs une multitude de vitamines et de nutriments pour les aider à rester en bonne santé. Saviez-vous que l'espérance de vie dans l'UE a augmenté de plus de 15 ans dans le sud de l'Europe et de 9 ans dans le nord de l'Europe depuis 1950, pour arriver à une moyenne générale de 79,6 ans pour les hommes (76,6) et les femmes (82,4) en 2015 ?

● Soin

Les agriculteurs produisent les denrées alimentaires avec soin. Les agriculteurs et les sylviculteurs prennent soin de l'environnement. Les agriculteurs prennent soin des animaux qu'ils élèvent. Les agriculteurs prennent soin des semences qu'ils emblavent. Saviez-vous que les agriculteurs européens et leurs coopératives respectent certaines des normes en matière de bien-être des animaux les plus élevées au monde ? L'UE a également les coûts de conformité les plus importants, qui représentent 5 à 10% des coûts de production totaux. Ce sont là des coûts que l'ensemble de la chaîne de valorisation doit partager.



► Lancement du Prix européen de l'innovation pour les agricultrices

Le Copa, organisation des agriculteurs européens, a reçu un grand nombre de candidatures d'agricultrices de l'UE pour l'édition 2018 du Prix de l'innovation pour les agricultrices. La Présidente de la Commission féminine du Copa, Lotta Folkesson, a indiqué : « Cette année, le Prix de l'innovation pour les agricultrices est placé sous le thème « Des solutions innovantes pour la durabilité de l'agriculture ». Les agricultrices sont des moteurs de l'innovation et représentent 42% de la main-d'œuvre agricole, mais seulement 30% d'entre elles sont à la tête d'une exploitation. Elles contribuent à la durabilité économique, environnementale et sociale du secteur agricole et à la viabilité des zones rurales grâce à leurs solutions innovantes. Elles encouragent un secteur de l'agriculture et des forêts qui soit capable de s'adapter aux défis et de profiter des différentes opportunités. Ce Prix a pour but de mettre en lumière les activités et les projets innovants menés par les femmes actives dans le secteur agricole et sylvicole dans l'ensemble de l'UE ». La cérémonie de remise des prix se tiendra dans la semaine du 15 au 19 octobre 2018 à Bruxelles, dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des femmes rurales. N'hésitez pas à y participer.

► Le Copa et la Cogeca appellent l'UE à soutenir les organisations de producteurs de fruits et légumes telles que les coopératives dans le cadre du futur régime

Le Copa et la Cogeca ont adopté un document de réflexion sur l'avenir du régime européen pour les fruits et légumes, demandant à l'UE de continuer à soutenir spécifiquement le développement des organisations de producteurs (OP) telles que les coopératives dans le secteur des fruits et légumes. Philippe Appeltans, Président du groupe de travail « Fruits et légumes » du Copa-Cogeca, a déclaré : « Le régime de soutien spécifique pour les organisations de producteurs dans ce secteur est un outil moderne et efficace pour améliorer le fonctionnement de la chaîne alimentaire et pour lutter contre les pratiques déloyales. De plus, les producteurs qui deviennent membres de coopératives sont plus résilients face aux crises du marché ». Le Copa et la Cogeca appellent donc l'UE à maintenir la définition et le régime spécifiques aux organisations de producteurs de fruits et légumes dans la future PAC et à prolonger le régime d'aide pour ce secteur puisqu'il s'agit un outil efficace pour aider les producteurs à rester viables. Cette déclaration vise à alimenter le débat concernant l'avenir de la PAC.

► Bayer présente son initiative en agriculture durable

Avec une population mondiale qui devrait augmenter de 3 milliards d'ici 2050 et des ressources limitées, un représentant de Bayer a présenté lors de l'évènement Fruit Logistica à Berlin l'initiative ForwardFarming, qui vise à aider les agriculteurs à produire durablement et de manière innovante au travers de projets pilotes et de formations portant sur l'optimisation des rendements, l'irrigation et l'équipement agricole en Europe. Des exploitations modèles représentatives ont été introduites dans des pays tels que la Belgique et les Pays-Bas et font office de plateformes permettant de partager et d'échanger des connaissances et de mieux comprendre comment promouvoir la biodiversité, optimiser les intrants et les pulvérisations, etc., en utilisant des technologies innovantes avec des agriculteurs prêts à s'investir dans ces projets. Les exploitations sont donc employées comme plateformes pour l'échange d'idées susceptibles d'être mises en œuvre au niveau local et au-delà. « Nous travaillons avec les agriculteurs pour trouver des solutions. L'objectif est que l'initiative soit menée par eux, afin de leur permettre de disposer des outils simples à utiliser dont ils ont réellement besoin », a indiqué le porte-parole. www.bayer.com www.ForwardFarming.com

► La feuille de route de l'UE visant à actualiser la stratégie en faveur de la bioéconomie est positive

La Commission européenne a publié une feuille de route concernant la révision de la stratégie bioéconomique de l'UE, laquelle a été reçue positivement. « Nous nous réjouissons du fait que l'actualisation vise à renforcer la durabilité et à fournir plus d'emplois et de croissance ainsi qu'à soutenir la valorisation des ressources locales et à impliquer plus efficacement les producteurs primaires dans la chaîne d'approvisionnement. Cette feuille de route promeut aussi davantage de cohérence politique », a indiqué Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa-Cogeca. Un lien plus étroit entre la politique agricole commune et la bioéconomie relève de l'intérêt de tous. C'est une bonne chose que la Commission ait fait de la bioéconomie une priorité dans ses projets concernant l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Le futur plan d'action pour la stratégie devrait mettre en lumière l'importance de la future PAC pour soutenir le développement plus avant de la bioéconomie. Cela pourrait se faire en fournissant les outils appropriés pour promouvoir une gestion active des terres et prévenir leur abandon, favoriser les investissements visant à soutenir l'innovation et stimuler la mise en œuvre de l'agriculture et de la sylviculture de précision pour une utilisation plus efficace des ressources. En outre, il faut au secteur agricole des services de conseil, davantage de

transfert des connaissances et des formations adaptées à ses besoins pour lui permettre d'optimiser son potentiel. Les organisations de producteurs comme les coopératives jouent un rôle important dans le développement de la bioéconomie. Leur rôle devrait être renforcé pour continuer à créer de la valeur ajoutée pour les agriculteurs.

► **L'octroi d'un brevet sur le melon va à l'encontre des principes du droit des brevets**

L'Office européen des brevets (OEB) continue à octroyer des brevets sur des semences, même si cette décision réduira de manière significative le nombre de variétés disponibles sur le marché, ce qui engendrera une catastrophe aussi bien pour les agriculteurs que pour les petits obtenteurs. Le melon (EP 2455475) de l'entreprise néerlandaise ENZA Zaden est le dernier produit en date à avoir obtenu un brevet de l'OEB pour sa résistance accrue au mildiou. Cela fait suite à six autres brevets sur des variétés de raisin, de concombre, de soja, d'oignon, de tomate et de pomme de terre, toutes basées sur des techniques de sélection conventionnelles, utilisant plus ou moins les mêmes mutations, ce qui ne peut pas être considéré comme une « invention » puisque l'ADN demeure un produit de la nature. L'OEB ignore les dernières recommandations de la Commission européenne, qui déconseille l'utilisation de brevets sur les végétaux dont l'ADN appartient à la nature et ne peut être breveté. « Nous devons mettre un terme maintenant au processus et retirer les brevets qui ont été octroyés. L'OEB ne nous écoute pas. Notre secteur de la sélection végétale est le plus innovant au monde. Le système de protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) fonctionne bien depuis 50 ans et crée un climat positif pour l'obtention. Il donne accès aux agriculteurs à un large éventail de variétés végétales d'excellente qualité. En Europe, les obtenteurs produisent actuellement environ 2000 variétés par an, ce qui prouve que le système fonctionne correctement. Sans ce système, 90 % des variétés disparaîtraient dans les dix prochaines années au profit d'une poignée de multinationales », a averti Thor Kofoed, Président du groupe de travail « Semences » du Copa-Cogeca.

► **Le Copa et la Cogeca prêts à travailler à la mise en œuvre de la révision de la législation sur l'agriculture biologique**

Suite à l'approbation au Parlement européen de l'accord politique concernant la révision de la législation relative à l'agriculture biologique de l'UE, le Copa et la Cogeca sont prêts à travailler à des règles d'exécution efficaces afin de garantir une transition sans heurts et une mise en œuvre harmonisée des règles techniques pour la production biologique. « Le marché des produits biologiques dans

l'UE a connu une rapide croissance de 48% au cours des 4 dernières années, et il a aujourd'hui atteint une valeur de quelque 30 milliards d'euros par an. Cette tendance est due à la demande accrue des consommateurs », a indiqué Kees Van Zelderren, Président du groupe de travail « Agriculture biologique » du Copa-Cogeca. « Malgré cette expansion, seuls 7% de la surface agricole totale de l'UE sont utilisés pour des cultures biologiques. La différence entre la demande et la production dans l'UE est couverte par des importations croissantes. C'est pourquoi nous souhaitons garantir que la future législation en matière d'agriculture biologique contribue à encourager davantage d'agriculteurs à se lancer dans le biologique, tout en préservant la confiance des consommateurs en maintenant les contrôles stricts », a souligné M. Van Zelderren. Le Copa et la Cogeca estiment notamment qu'avec une bonne coopération entre les institutions européennes, il sera possible d'adopter des règles d'exécution et des actes délégués qui assureront le développement plus avant du secteur biologique de l'UE. Les règles positives qui ont été conservées pour la future législation garantiront également la croissance du secteur. A titre d'exemple, les exploitations mixtes permettent aux nouveaux entrants de se convertir progressivement à l'agriculture biologique et il est bon que cette possibilité ait été maintenue. Dans la nouvelle législation, le régime simplifié de certification de groupe pour les petits exploitants les aidera aussi à se convertir à l'agriculture biologique. En outre, les producteurs de pays tiers qui souhaitent vendre leurs produits dans l'UE devront respecter les mêmes règles en cas d'absence d'accord d'équivalence entre l'UE et ces pays, ce qui devrait assurer une concurrence plus équitable pour les producteurs européens.

► **Les agriculteurs européens et leurs coopératives ouvrent leurs portes au public en 2018**

Un bon nombre de membres du Copa et de la Cogeca organisent des journées portes ouvertes afin de rapprocher les consommateurs de la nature, de l'agriculture et de l'alimentation. Cette initiative permet aux consommateurs, notamment aux plus jeunes, de se familiariser avec les exploitations agricoles et les fermes écoles, ainsi que de découvrir de délicieuses recettes et une alimentation saine. Elle est l'occasion de promouvoir les bonnes pratiques agricoles et de bien-être, le tourisme rural, de rapprocher les consommateurs de la nature et de montrer à la société dans son ensemble les bénéfices qu'apportent les exploitations et les coopératives agricoles en termes de préservation des zones rurales. N'hésitez pas à participer pour en apprendre plus

► **Calendrier des journées portes ouvertes de l'agriculture (exploitations agricoles et coopératives) au niveau national en 2018 :**

4/5 mai 2018

Journée portes ouvertes en Lettonie et ouverture des portes des coopératives au public
<http://www.celotajs.lv/lv/news/item/view/620>

16 mai 2018

Journée portugaise de l'agriculture dans les écoles (CAP)
www.cap.pt https://www.youtube.com/watch?v=3kAsCpCNJ_U#action=share

28 mai 2018

Journées portes ouvertes de l'agriculture en France - FNSEA
www.fnsea.fr

11/21 mai 2018

Journées portes ouvertes de l'agriculture laitière aux Pays-Bas
www.campina.nl

1-10 juin 2018

Troisième édition de la Semaine des coopératives agricoles en France, ouverte au public
www.coopdefrance.coop

9-10 Juin 2018

Journées portes ouvertes de l'agriculture en Allemagne - DBV
<http://www.bauernverband.de>

10 juin 2018

Dimanche portes ouvertes de l'agriculture (Angleterre, Écosse et Pays de Galles)
www.nfu.co.uk

16/17 juin 2018

Journées portes ouvertes de l'agriculture, Irlande du Nord
www.ufuni.org <http://openfarmweekend.com/>

23/24 juin 2018

Journées portes ouvertes de l'agriculture en Wallonie (FWA)
www.fwa.be

22 juillet 2018

Journée portes ouvertes de l'agriculture en Estonie
<https://www.facebook.com/events/1753794027964630/>

16 septembre 2018

Les journées portes ouvertes de l'agriculture en Flandre (Belgique) - Boerenbond - et au Danemark - DAFC - sont traditionnellement organisées le troisième dimanche de septembre et cette année, il s'agira du 16 septembre
www.boerenbond.be ; www.agricultureandfood.dk

► **Prochain Congrès des Agriculteurs Européens 2018 en Autriche**

En collaboration avec la Chambre Autrichien de l'Agriculture LKÖ, le Copa et la Cogeca organiseront le prochain Congrès des Agriculteurs Européens 2018 dans la belle ville de Linz, en Autriche, au Design Centre, du 10 au 12 octobre, pour débattre de la politique agricole commune. Il sera également l'occasion de visiter des exploitations agricoles et de développer notre réseau. Nous espérons que vous serez présents à notre Congrès, lors duquel vous pourrez déguster d'excellents produits agricoles et spécialités régionales.

◆ Une enquête du Copa et de la Cogeca révèle que les agriculteurs sont préoccupés par les perspectives futures pour le secteur agricole

Les résultats de l'enquête menée par le Copa et la Cogeca fin 2017 montrent que les agriculteurs sont préoccupés par leurs perspectives économiques futures, notamment en conséquence de l'évolution des marchés mondiaux et du commerce.

Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa-Cogeca, a indiqué : « Même si les agriculteurs de 7 sur les 10 États membres concernés par l'enquête étaient plus positifs quant à leur situation économique en 2017, principalement grâce aux meilleurs prix de certains produits de base, notamment des produits laitiers, notre étude révèle que de nombreux agriculteurs ont de vives inquiétudes concernant leurs perspectives pour l'avenir ».

Ces préoccupations sont alimentées par l'incertitude autour des marchés agricoles mondiaux et du commerce, en particulier en raison du Brexit. L'enquête a en effet montré que les agriculteurs s'inquiètent de l'impact négatif que pourrait avoir le Brexit sur certains facteurs économiques clés tels que la demande, les investissements, le taux de change et au final les prix aux producteurs. Les exportations irlandaises vers le Royaume-Uni ont par exemple déjà connu une baisse de quelque 570 millions d'euros en 2016 en raison de la faiblesse de la livre sterling suite à la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE. Les agriculteurs britanniques sont également touchés par l'incertitude engendrée par le Brexit pour l'avenir. Cette situation a un grave impact sur les ressources des producteurs.

« De nombreux agriculteurs sont en outre toujours confrontés à des difficultés en raison de la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) et des charges administratives excessives qu'elle entraîne. Les événements climatiques qui ont touché certains secteurs de production l'année dernière, notamment le secteur vitivinicole et celui des grandes cultures, ont également été source de préoccupations », a ajouté M. Pesonen.

L'indice de confiance du Copa et de la Cogeca est calculé deux fois par an à partir des résultats des enquêtes nationales réalisées auprès de 8000 agriculteurs. Dix États membres participent à cette enquête : Belgique (Flandre), Danemark, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Royaume-Uni.

Vous pouvez consulter le rapport en suivant le lien ci-dessous :

<http://www.copa-cogeca.eu/Download.ashx?ID=1769067>



Ups and downs



- ↑ **#Fairfoodchain : La Commission européenne a proposé une législation visant à lutter contre les pratiques commerciales déloyales au sein de la chaîne alimentaire**
- ↑ **Simplification de la future politique agricole commune (PAC)**
- ↑ **Révision de la législation sur l'agriculture biologique**



- ↓ **Budget 2021-2027 de l'UE : inadmissible de réduire les dépenses de l'UE pour l'agriculture**
- ↓ **Déclin des prix européens pour de nombreux produits agricoles de base et baisse des revenus agricoles : les agriculteurs souffrent du ciseau des prix**
- ↓ **Négociations commerciales entre l'UE et le Mercosur: de vives inquiétudes vis-à-vis de l'inclusion de la viande bovine, de l'éthanol, du sucre, du riz, de la volaille, des fruits et des légumes et du jus d'orange dans l'offre d'accès au marché européen**
- ↓ **La décision de l'UE d'interdire l'utilisation de traitements des semences aux néonicotinoïdes est décevante, alors qu'il n'existe pas de justification de l'interdiction totale**

La recherche et l'innovation essentielles pour améliorer les performances économiques et environnementales des agriculteurs et des coopératives agricoles



Pour les agriculteurs et leurs coopératives qui sont confrontés à de nombreux défis, la recherche et l'innovation sont essentielles car elles donnent au secteur agricole les outils appropriés pour les relever.

« Elles permettent aux agriculteurs de produire plus efficacement », a indiqué Juan

Sagarna, de l'organisation espagnole Cooperativas Agro-Alimentarias, Vice-président du groupe de travail « Recherche » du Copa-Cogeca.

Nous travaillons à l'heure actuelle dans un certain nombre de projets dans le cadre du programme Horizon 2020 avec d'autres organisations agricoles de toute l'UE, dans le but d'améliorer notre efficacité énergétique et d'encourager l'utilisation de ressources renouvelables. A titre d'exemple, les résidus du secteur agro-alimentaire peuvent être utilisés pour la production de biocarburants, ce qui reflète bien le fonctionnement de l'économie circulaire », a ajouté M. Sagarna.

● Agriculture de précision

« L'agriculture de précision fait aussi partie de nos priorités. Nous sommes impliqués dans un grand projet de recherche en agriculture numérique. Elle permet aux agriculteurs et aux coopératives d'obtenir de meilleurs rendements tout en utilisant moins de ressources », a-t-il insisté.

Elle peut également améliorer la manière dont l'eau est gérée. Les techniques d'épandage et d'application de précision permettent par exemple de réduire la

dérive des nutriments ou des produits phytosanitaires dans les eaux de surface. Les nouvelles techniques de sélection et les semences enrobées sont aussi d'importantes solutions pour faire face aux défis environnementaux.

De nouvelles variétés de semences résistantes aux événements climatiques peuvent être développées grâce à la recherche et à l'innovation.

« Mais pour exploiter au mieux ce potentiel, les agriculteurs ou leurs représentants doivent être dès le début activement impliqués dans les projets de recherche.

C'est là la meilleure manière de garantir que les innovations soient praticables, simples et rapides à mettre en œuvre. Le soutien et la formation au niveau de l'UE sont également importants, tout comme une bonne infrastructure haut débit, pour permettre aux agriculteurs et à leurs coopératives d'utiliser ces nouvelles technologies. La future politique agricole commune devra garantir que les mesures d'investissements dans l'agriculture comprennent un soutien aux futures solutions innovantes », a-t-il ajouté en conclusion.



Access to a wide range of animal medicines can help farmers optimise herd health management, while ensuring more efficient use of natural resource inputs and addressing potential production losses.

Over the past decade, fewer new prevention and treatment options have been made available – or are sometimes not species-adapted - for the many different animals farmed in all parts of Europe. This is mostly due to high costs for licencing such products, linked to increasing data requirements and administrative tasks, lack of harmonisation across Europe, and also due to a lack of predictability if certain products can still be used for treating sick animals in the future.

The forthcoming revised legislation on veterinary medicines can help turn this situation around. By rewarding investments, harmonising processes and with the right people making science-based decisions in the interests of animal health and welfare, the animal medicines industry can respond to farmers' needs for new and improved disease prevention and treatment options.

Simply put, by putting in place legislation that is conducive to innovation, we can invest more in research and development. This would lead to a wider availability of more medicines, for more species, in more countries in Europe, making the farmer's job just that little bit easier.



New name, new logo,
still protecting the health
of Europe's animals

Healthy animals mean healthy people and a healthier planet

Our members provide solutions to prevent and treat animal disease. Without them, it would be simply impossible to raise healthy livestock or look after our pets.



Formerly known as IFAH-Europe

 @animalhealthEU
 WeCare.petsEurope

www.animalhealthEurope.eu